



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
12 août 2014

Original: français

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale Quatre-vingt-cinquième session

Compte rendu analytique de la première partie (publique) de la 2294^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le lundi 11 août 2014, à 10 heures

Président(e): M. Cali Tzay

Sommaire

Ouverture de la session

Déclaration de M^{me} Edelenbos, Chef de la Section des requêtes et des enquêtes au sein de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme – HCDH)

Adoption de l'ordre du jour

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, à la Section d'édition, bureau E.5108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.14-11929 (F) 120814 120814



* 1 4 1 1 9 2 9 *

Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 15.

Ouverture de la session

1. **Le Président** déclare ouverte la quatre-vingt-cinquième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Déclaration de M^{me} Edelenbos, Chef de la Section des requêtes et des enquêtes au sein de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme – HCDH)

2. **M^{me} Edelenbos** (Chef de la Section des requêtes et des enquêtes au sein de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme) appelle l'attention des membres du Comité sur plusieurs faits nouveaux survenus depuis la session de février 2014 du Comité. En premier lieu, l'État de Palestine a ratifié, le 2 avril dernier, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, portant ainsi à 177 le nombre d'États parties à cet instrument. En avril également, l'Assemblée générale a adopté la résolution 68/268 sur le renforcement et l'amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme, sur la base de laquelle il a été décidé d'accorder au Comité quatre semaines supplémentaires de travail en 2015 pour lui permettre de faire face au nombre croissant de rapports périodiques qu'il reçoit et d'examiner ceux en souffrance. Les discussions sur les modalités d'application de la résolution ont déjà débuté dans le cadre de la Réunion des Présidents des organes conventionnels tenue fin juin. Ceux-ci ont recommandé que tous les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme adoptent la procédure simplifiée d'établissement des rapports à compter du 1^{er} janvier 2015 et veillent à ce que les observations finales rendent fidèlement compte du dialogue tenu avec les États parties. En juin dernier, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a présenté au Comité des droits de l'homme un rapport thématique concernant le racisme sur Internet et les réseaux sociaux dans lequel il a tout particulièrement reconnu la contribution importante du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale à l'analyse de ce phénomène, notamment grâce au débat thématique organisé en août 2012 sur les discours de haine raciale et à la Recommandation générale n° 35 sur la lutte contre les discours de haine raciale.

3. Depuis la dernière session du Comité, la Section des requêtes et des enquêtes s'est employée à élaborer une note de synthèse de la jurisprudence de tous les organes conventionnels. De parution trimestrielle, cette note sera distribuée à tout le personnel du HCDH afin de mieux faire connaître les dernières décisions prises par ces organes. M^{me} Edelenbos rappelle enfin que la Conférence mondiale sur les peuples autochtones se tiendra les 22 et 23 septembre 2014 à New York et que tous les organes conventionnels sont appelés à tenir compte des dispositions de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et à œuvrer en faveur de leur application.

4. **M. Avtonomov** dit que le Comité profitera de la présente session pour examiner et, éventuellement, revoir ses méthodes de travail à la lumière de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale. Rappelant que la tâche du Comité est considérablement compliquée par le fait que de nombreux États parties présentent leurs rapports avec beaucoup de retard, il souhaite savoir si la Division des traités relatifs aux droits de l'homme a envisagé ou conçu de nouveaux mécanismes qui permettraient de remédier à cette situation. Si tel n'est pas encore le cas, le Comité pourrait peut-être contribuer à la réflexion sur ce point.

5. **M. Lahiri** demande s'il est approprié d'examiner à la présente session le rapport périodique de l'Iraq compte tenu de la situation qui règne dans le pays.

6. **M^{me} Edelenbos** (Chef de la Section des requêtes et des enquêtes au sein de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme), répondant à M. Avtonomov, dit qu'il n'a pas été jugé souhaitable de mettre au point un mécanisme pour encourager les États parties à présenter leur rapport périodique dans les délais requis parce que la résolution 68/268 de l'Assemblée générale préconise clairement que tous les organes conventionnels adoptent la procédure simplifiée d'établissement des rapports qui, parce qu'elle en fixe la limite à 21 200 mots, devrait considérablement alléger la charge de travail des États parties et leur permettre de présenter leurs rapports en temps voulu. Il a été décidé de mettre en place, à partir du 1^{er} janvier 2015, des services consultatifs et une assistance technique au profit des États qui ont encore des difficultés à établir des rapports.

7. **Le Président**, répondant à M. Lahiri, fait valoir qu'il n'appartient pas au Comité de dissuader un État partie, en l'occurrence l'Iraq, de présenter son rapport. En outre, les autorités irakiennes ont fait savoir qu'elles comptaient envoyer à Genève une délégation de 15 membres dirigée par le Ministre des droits de l'homme. Le Président estime que le Comité devrait au contraire saisir cette occasion pour dialoguer avec la délégation de l'État partie sur la situation que connaît le pays.

8. **M. Kemal** prie M^{me} Edelenbos d'expliquer comment les quatre semaines supplémentaires qui ont été allouées au Comité en 2015 seront réparties.

9. **M^{me} Edelenbos** (Chef de la Section des requêtes et des enquêtes au sein de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme) dit que le Directeur de la Division des traités relatifs aux droits de l'homme adressera prochainement une lettre à tous les membres des organes conventionnels pour les informer des dates et de la durée des sessions en 2015. Ces informations n'étant pas encore divulguées, il n'est pas opportun d'en discuter en séance publique.

10. **M. Murillo Martínez** se félicite du grand nombre d'organisations non gouvernementales (ONG), en particulier des États-Unis d'Amérique, d'El Salvador et du Pérou, présentes à l'ouverture de cette session. Les nombreux rapports alternatifs qu'elles ne manqueront pas de soumettre au Comité aideront certainement ce dernier à se faire une idée plus juste et plus complète de la situation dans les pays concernés.

Adoption de l'ordre du jour

11. *L'ordre du jour est adopté.*

La première partie (publique) de la séance prend fin à 10 h 45.